



## 1<sup>er</sup> CONSEIL NATIONAL DU REAL

### Les étudiants demandent à élire les recteurs d'université

Une centaine d'étudiants ont pris part, hier, au 1<sup>er</sup> conseil national organisé par le bureau exécutif du Rassemblement des étudiants algériens libres (Real), tenu au Village des artistes, à Zéralda. Venus des différentes universités, instituts et écoles supérieures du pays, ces étudiants se sont exprimés à tour de rôle sur la situation universitaire. Ces derniers étaient unanimes à déplorer la pression de l'administration. Leurs doléances ont porté sur leur droit de participation aux prises de décision notamment à l'élection des différents acteurs, à savoir les recteurs, doyens et chefs de département. Sur le plan social, ils revendiquent une meilleure prise en charge à travers l'augmentation de la bourse d'études, l'amélioration du service de transport universitaire, la réduction des tarifs du transport en commun pour les étudiants, la construction d'infrastructures de base et leur dotation en commodités nécessaires surtout en matière de loisirs et de divertissement. Selon Abderrahmane Sallohi, président du Real, le conseil national est une première dans les annales de l'organisation. Le choix de la date de la réunion se veut symbolique. «Le choix de la date de la tenue du conseil n'est pas fortuit. La rencontre est programmée à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération

nationale», dit-il. Un hommage aux aînés qui se sont sacrifiés pour l'indépendance du pays, grâce à laquelle tout le monde peut faire des études. A l'adresse des étudiants, il mettra en exergue les efforts de l'Etat en matière de politique d'instruction et la consécration de l'égalité des chances. Et les moyens colossaux mobilisés. Sallohi s'est félicité des acquis, notamment l'amélioration de la qualité de l'enseignement et du système pédagogique.

Pour El Hadj Abdelmadjid Boukhalfa, représentant du Syndicat des enseignants universitaires, cette rencontre est une prise de contact avec les étudiants qui seront appelés à d'autres rendez-vous de concertation pour examiner la situation qui prévaut dans les campus nationaux. «Vous devez défendre vos droits», leur a-t-il conseillé. Invité à cette rencontre, le conseiller auprès du conseil de Palestine a rendu hommage à l'Algérie et s'est montré reconnaissant pour la position constante de notre pays en faveur de la cause palestinienne. Dans ce contexte, il a appelé à un travail commun et à un échange d'expériences dans le domaine de la gestion universitaire, mais aussi en matière de valeurs patriotiques. «La guerre de Libération algérienne est un exemple d'unité nationale, à méditer par tous les peuples», a-t-il dit.

■ Rym Harhoua

## COOPÉRATION

# **Le ministre tchadien de la Sécurité publique à Alger**

Le ministre de la Sécurité publique et de l'Immigration du Tchad, Ahmat Mahamat Bachir, entame une visite de 4 jours en Algérie, a-t-on appris samedi auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. M. Mahamat Bachir aura notamment, au cours de son séjour en Algérie, des entretiens avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a précisé la même source. Le ministre tchadien visitera lors de cette visite plusieurs structures chargées de la sécurité publique, de la formation et de l'enseignement supérieur en Algérie.

# **EL MOUDJAHID**

LES 7 ET 8  
NOVEMBRE À 9H  
À BOUMERDES

## **Séminaire national sur les matériaux**

Le Club scientifique espace du savoir, en collaboration avec l'unité de recherche des matériaux de l'université M'Hamed-Bougara, organise la sixième édition du Séminaire national sur les matériaux, procédés et environnement.

RESSOURCES HYDRIQUES

## L'université de Tlemcen ouvre le débat

*“L'eau, un enjeu pour la sécurité alimentaire au Maghreb”, est le thème des Journées maghrébines organisées à l'université de Tlemcen par le centre de coopération régionale, en collaboration avec l'Institut panafricain pour les sciences de l'eau, de l'énergie et le changement climatique (PAUWES) et l'Ecole polytechnique d'Alger.*

**CETTE** rencontre de trois jours, à laquelle participent des chercheurs universitaires nationaux et maghrébins, traite de la corrélation entre la préservation des ressources hydriques et la sécurité alimentaire, tout en considérant que l'eau, cette ressource vitale, est limitée dans l'espace maghrébin et est sous tension à cause des effets conjugués des besoins toujours plus grands d'une population croissante, du développement urbain, du tourisme, de l'industrie, de l'irrigation des terres agricoles et des prélèvements d'eau qui ne cessent d'augmenter. Selon les chercheurs, «la répartition inégale des précipitations et des ressources en eau superficielles et souterraines augmente la vulnérabilité de la région, aggravée par les changements climatiques qui bouleversent les équilibres géographiques et saisonniers, menaçant ainsi la production agricole et donc la sécurité alimentaire, exacerbant les tensions et créant des incidences dans ce rapport complexe entre le monde agricole et l'eau». Les statistiques avancées par les intervenants indiquent que dans le monde, 70% des ressources hydriques prélevées sont utilisées pour l'agriculture, alors que dans de nombreux pays en développement, ce taux atteint 85 à 95%.



Face à cette situation, le projet de coopération régionale pour une gestion durable des ressources en eau au Maghreb recommande «une gestion rationnelle des ressources hydriques, de répondre aux besoins et d'anticiper les conflits d'usage qui se posent désormais à tous». Selon les experts de la FAO, «les terres irriguées représenteront dans les pays en développement plus de

27% d'ici 2030, mais la quantité d'eau utilisée pour l'agriculture n'augmentera que de 12% grâce à l'amélioration des techniques d'irrigation économes en eau». Les réformes politiques du secteur de l'eau dans les pays maghrébins ont été évoquées. L'Algérie a été citée en exemple dans ce domaine. Plusieurs axes seront abordés au cours de cette rencontre scientifique. A citer “L'état

actuel des ressources en eau, “Les enjeux et les futurs défis à relever ; “Les changements climatiques, inondations et sécheresse ; “Mobilisation et protection des ressources hydriques et conservation des sols ; “Eau non conventionnelle et réutilisations ; “Techniques d'irrigation et de drainage, et enfin “La gestion intégrée et la bonne gouvernance.

**B. Soufi**



PROFESSEUR TAHAR BAOUNI, DIRECTEUR DE LABORATOIRE DE RECHERCHE (EPAU)

# “Orienter les choix vers des solutions efficaces et moins coûteuses”

*Directeur du laboratoire de recherche ville, urbanisme et développement durable de l'École polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) d'Alger, le professeur Tahar Baouni revient dans cet entretien sur l'introduction des nouveaux moyens de transport urbain et leurs dysfonctionnements dus, selon lui, à un manque de coordination entre différents acteurs.*

**Ces dernières années, Alger a connu un boom des transports urbains. Est-ce que ce boom a pu répondre aux besoins grandissants en matière de transport dans la capitale ?**

Effectivement, comme nous le constatons tous, la capitale a connu ces dernières années la mise en service du tramway, du métro, la modernisation du chemin de banlieue avec

Entretien réalisé par **SAÏD SMATI** la mise en service à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2016 de la

nouvelle ligne ferroviaire reliant Birtouta à Zéralda ainsi que le transport par câble (réhabilitation et réalisation de nouveaux téléphériques). Certes, l'introduction de ces nouveaux moyens de transport collectif sur rail, notamment le tram et le métro, a amélioré sensiblement les déplacements quotidiens de la population dans la capitale pour des zones bien particulières (hyper-centre pour le métro et quartier périphérique Est pour le tram), mais le problème des déplacements est très aigu dans d'autres parties de la capitale, à savoir les zones ouest, sud-ouest et sud-est. Par ailleurs, ces solutions restent incomplètes car nous ne retrouvons pas une complémentarité avec les autres réseaux de transport (chemin de fer et autobus). À mon avis, le dysfonctionnement des transports urbains à Alger est marqué par l'absence d'une réelle coordination des différents acteurs. L'on note que les stratégies de pla-



nification suivies à ce jour font que les nouveaux espaces urbains se situent à l'écart des axes de transport. Il est impératif que les décideurs appuient le développement du transport en cohérence avec l'occupation des

sols, sinon toutes les solutions préconisées seront vouées d'avance à l'échec. Un dernier mot, le développement futur du système de transport pour la capitale devrait mettre en exergue les pratiques intermodale et multimodale.

**Dans ce contexte de raréfaction de ressources financières, quel sera, selon vous, l'impact du gel des projets sur le secteur ?**

Tout d'abord, il faut savoir que la capitale a bénéficié d'un programme important pour le développement des infrastructures routières et de transport. Pour ce dernier, les différents projets inscrits au programme se poursuivent normalement pour les extensions du métro, la réalisation des gares multimodales, etc. Cependant dans le contexte actuel marqué par la crise financière, les pouvoirs publics sont appelés à trouver d'autres alternatives pour améliorer le quotidien du citoyen en termes de mobilité. Ils doivent orienter leurs choix vers des solutions efficaces et moins coûteuses qui suivent impérativement le développement urbain. Je pense particulièrement au développement d'un réseau de BHNS (Bus Haut Niveau de Service) sur les corridors de déplacement les plus importants. Le réseau de BHNS sera inscrit dans une approche inter et multimodales de tout le système de transport urbain d'Alger. Cette alternative me semble techniquement et financièrement réalisable dans

des délais relativement raisonnables. Ceci permettrait de répondre positivement à l'amélioration des conditions de déplacement et prendre en charge la demande de transport sans cesse en évolution dans la capitale.

**Le ministère évoque l'installation d'une autorité organisatrice des transports urbains. Quelle sera l'apport de cette autorité sur le développement du secteur ?**

Avant de répondre à votre question, je vous invite à constater le quotidien des transports urbains à Alger et je vous laisse tirer la conclusion. La conséquence est que le système de transport urbain dans la capitale est en crise. De multiples et complexes problèmes ressentis notamment sur le plan institutionnel, organisationnel et réglementaire entravent le développement actuel du système de transport. Donc la mise en place de l'Autorité organisatrice des transports urbains (AOTU) à Alger est capitale afin de mettre de l'ordre dans ce secteur. Évidemment, cette nouvelle institution aura un impact très favorable concernant le développement des transports urbains à Alger. À ce propos, l'AOTU est appelée à définir la politique des déplacements, assurer la régulation ainsi que l'organisation des services de transport collectif, arrêter la politique tarifaire, etc.

S.S.

## TIZI OUZOU

### Colloque international sur l'enseignement à distance du 15 au 17 novembre

L'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou abritera du 15 au 17 novembre prochain un colloque international sur l'enseignement à distance entre théorie et pratique, en citant l'expérience algérienne comme exemple, a-t-on appris auprès des organisateurs. Initié par le laboratoire des pratiques linguistiques de l'université de Tizi Ouzou et le département de langue et littérature arabe, ce rendez-vous scientifique vise à démontrer l'importance de l'enseignement à distance en milieu des développements technologiques actuels et l'apparition de nouveaux moyens et projets édu-

catifs, a-t-on indiqué dans la présentation du colloque. Les organisateurs ambitionnent également de faire une évaluation et une valorisation de l'expérience algérienne dans le domaine à travers la présentation des programmes et missions de deux organismes spécialisés, à savoir le Centre national de l'enseignement professionnel à distance (CNEPD) et le Centre national de l'enseignement et formation à distance (CNEFD), ainsi que d'autres établissements d'enseignement par correspondance, a-t-on fait savoir. Les participants conviés au colloque parmi la communauté scientifique algérienne et étrangère

répondront, à l'occasion, à des questionnements liés à la définition de ce type d'enseignement, à son efficacité, aux politiques adoptées pour sa promotion au niveau national et international, tout en s'arrêtant sur l'état des lieux en Algérie et les chances offertes par ce segment de formation aux personnes aux besoins spécifiques et aux femmes dans les zones rurales et enclavées, a-t-on encore précisé. En plus des experts et chercheurs universitaires, des hommes d'affaires, des investisseurs, des établissements de formation et d'enseignement et des associations seront associés à cette rencontre.



## GRÈVES CYCLIQUES DE 3 JOURS ET RASSEMBLEMENTS

# Les syndicats autonomes accélèrent la cadence

● L'intersyndicale appelle à une mobilisation contre la réforme de la retraite en adhérant au mot d'ordre de grève dans tous les secteurs les 21, 22 et 23 novembre pour la première semaine, puis les 27, 28 et 29 du même mois.

L'intersyndicale se veut plus convaincante pour faire barrage au projet d'amendement du code du travail portant notamment suppression de la retraite anticipée. Après la démonstration de force menée par treize syndicats autonomes, en observant une grève cyclique de deux jours par semaine au mois d'octobre dernier, les syndicats de plusieurs secteurs de la Fonction publique ont décidé d'accélérer la cadence de leurs actions. Des grèves cycliques de trois jours par semaine seront menées à partir du 21 novembre, a décidé l'intersyndicale à l'issue de la réunion d'hier des représentants des syndicats autonomes des secteurs de la Fonction publique ayant participé au débrayage du mois dernier.

Ainsi, l'intersyndicale appelle à une mobilisation contre la réforme de la retraite en adhérant au mot d'ordre de grève dans tous les secteurs les 21, 22 et 23 novembre pour la première semaine, puis les 27, 28 et 29 du même mois pour la deuxième semaine. Le mot d'ordre est également donné pour des rassemblements devant le siège de chaque wilaya.



Selon le communiqué diffusé à la fin de la rencontre d'hier, tenue à Alger, des rassemblements régionaux seront organisés le 21 novembre à Laghouat, Sétif, Oran et Boumerdès, suivis d'un rassemblement général le 27 du même mois devant le siège du Parlement, à Alger. Les syndicats ont relevé le «silence méprisant» du gouvernement face à la grogne des travailleurs «qui s'expriment sur l'atteinte aux acquis chèrement

payés et aux droits fondamentaux d'exercer une activité syndicale», explique le D' Lyès Merabet, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP). Le syndicaliste constate avec amertume que «même les intentions de façade d'ouvrir un semblant de dialogue par des représentants de la Chambre basse du Parlement à travers les groupes parlementaires et commissions sans aucun pouvoir

législatif ou exécutif ont cessé pour renforcer notre conviction que les décideurs ne veulent pas communiquer ou trouver une issue à l'impasse dans laquelle le pays est plongé.»

L'intersyndicale dénonce le recours à la justice, à la menace ou à la répression administrative à travers les réquisitions d'effectifs «pour étouffer l'activité syndicale». Les syndicats protestent contre le projet d'amendement du code du travail annoncé à l'issue de la dernière tripartite tenue au début de l'été dernier. Le texte prévoit la réforme de la retraite en supprimant la possibilité de départ en retraite sans condition d'âge après 32 ans de service. Le gouvernement, dont les membres n'ont répondu à aucun appel au dialogue, justifie ces mesures par «le souci de préserver l'équilibre financier des caisses de retraite».

Les syndicats qui rejettent ces arguments réclament également d'être associés à l'élaboration du nouveau code du travail, ainsi que des mécanismes de protection du pouvoir d'achat des travailleurs dans le cadre de la loi de finances 2017. **F. Aït Khaldoun-Arab**